

Loïc Fauchon
Le Sommet du C20
6 octobre 2020

Chers collègues,

Chers amis de l'eau,

Merci à la présidence de C20 pour cette invitation à participer à ce sommet virtuel. C'est un honneur pour le Conseil Mondial de l'Eau et ses 400 organisations membres de se joindre à vous pour cet événement.

La sécurisation de l'eau est au cœur de nos réflexions et de notre action quotidienne. Apporter de l'eau à tous, partout et à chaque instant c'est l'assurance vie et développement harmonieux pour l'homme autant que pour la nature.

Et une tâche aussi immense a besoin d'une action collective et solidaire qui s'inscrive nécessairement dans l'équité autant que dans la durée

Pour nous, communauté internationale de l'eau ce que j'appelle la grande famille de l'eau, la sécurité de l'eau reposent sur 3 piliers principaux. Ce sont la gouvernance, la finance et la connaissance. Lorsqu'au niveau global comme au niveau local on peut assurer la maîtrise concrète et pratique de ces 3 sujets, on fait un pas essentiel vers la Water Security.

La gouvernance d'abord. Gouvernance c'est un mot fort, mais mystérieux. Un mot qui touche au pouvoir politique et économique.

Depuis l'Antiquité, gouverner a pu se traduire par garder le pouvoir en s'appuyant sur trois obligations : Ordonner, Contraindre, Punir.

Aujourd'hui pour l'eau, comme pour tous les besoins essentiels nous voulons les remplacer par le triptyque : Concarter, Décider, Partager.

Concarter car définir une politique de l'eau ne peut plus être l'apanage de quelques-uns au sommet d'un Etat ou d'une organisation internationale.

Les communautés locales savent mieux que d'autres l'histoire de l'eau locale, les besoins et les réalités du terrain.

Décider c'est mettre en place des compétences à chaque niveau opportun est tout particulièrement les bassins hydrographiques et les municipalités et métropoles.

C'est là que se prennent les décisions qui ont un impact réel sur la vie quotidienne des populations.

Partager c'est l'eau pour tous et pas seulement pour quelques-uns.

C'est le partage plutôt que le pillage.

Partager c'est mettre en commun les ressources locales, un forage, un réservoir, une retenue saisonnière.

C'est aussi éviter que la pollution des uns n'empoisonne la vie des autres.

Mais une bonne gouvernance ne va pas seule. Elle doit disposer des moyens. Des moyens financiers d'abord. L'eau manque d'argent. C'est certain parce que souvent les fusils passent avant les robinets, les budgets militaires avant les budgets civils et le téléphone portable avant l'eau potable.

Sans aucun doute, aujourd'hui c'est l'offre de financement qui déterminent la demande donc le volume de projets mais aussi leur nature. C'est le bailleur qui détermine le type d'opération qu'il entend financer sans toujours tenir compte des spécificités du pays ou de la région concernés.

À cela s'ajoute le principe de sous-souveraineté peu appliqué et qui permet à une ville ou à une région d'emprunter sans la garantie de l'état à laquelle elle appartient.

Le Conseil mondial de l'eau dans ce domaine encourage l'accroissement de la blended finances qui augmentera le volume et la qualité. Il préconise aussi de favoriser l'expertise des collectivités et communautés qui demandent parce qu'elles sont souvent trop démunies face aux organisations financières et aux banques.

Au-delà des moyens financiers le troisième pilier est celui du partage des connaissances et de la capacité d'innovation.

Innover n'est pas réservé aux pays riches et technologiquement puissants.

La *reused water* est pratiquée depuis plus de 30 ans en Tunisie et au Maroc. Le sud a précédé le nord. C'est vrai de stations d'épuration adaptées aux régions arides nées au Moyen Orient ou en Méditerranée grâce au savoir-faire d'ingénieurs locaux.

La sécurité de l'eau c'est évidemment faire accepter l'idée qu'il faut des ressources supplémentaires pour faire face à la croissance démographique et à l'évolution du climat.

Accroître l'offre en eau, mais dans le même temps réguler la demande pour une meilleure gestion et des économies d'eau grâce à un changement des comportements humains.

En un mot produire plus et consommer moins.

C'est avec ces principes déclinés à travers la planète que nous aurons l'opportunité d'assurer la sécurité de l'eau pour tous les usages humains mais aussi pour préserver les écosystèmes et valoriser la biodiversité.

Eau pour l'homme, Eau pour la nature c'est le mix nécessaire pour garantir l'avenir de notre planète.

Merci.

Loïc Fauchon

Comment renforcer la résilience aux catastrophes naturelles telles que les inondations et les sécheresses ?

Les désastres liés à l'eau sont les bons clients des médias.

Cyclone, ouragan, tsunami, glissements de terrain, et inondations fascinent avec des images terrifiantes de film catastrophe.

Il y a principalement deux sortes de désastres liés à l'eau, ceux provoqués par l'excès d'eau, qualifiés usuellement d'inondations.

Et puis il y a ceux moins connus, moins médiatiques, qui sont la conséquence de l'absence d'eau. Ce sont les sécheresses qui touchent l'homme et le milieu naturel sur des surfaces à l'échelle d'une région ou d'un continent.

C'est ainsi qu'on parle du « Triangle de la soif » depuis le sud de l'Espagne, jusqu'au Pakistan en revenant par la corne de l'Afrique.

Un milliard d'habitants soumis depuis des siècles aux caprices du climat.

Plus récemment est venu s'ajouter un troisième type de désastres liés à l'eau, c'est celui de la pollution des fleuves, des lacs, des nappes souterraines et de la mer.

Pollution chimique d'origine industrielle, ou agricole, pollution par les plastiques ou par les produits pharmaceutiques. Et d'autres encore comme d'éventuelles pollutions radioactives.

Inondations, sécheresses, pollutions sont à la fois préjudiciables à l'homme autant que la nature.

Le climat n'est pas responsable de tout, l'homme n'est jamais loin. Et le climat ne doit pas être le bouc émissaire des erreurs de l'homme.

La démographie, la concentration urbaine au bord des océans et des fleuves, est aussi la cause importante des dégâts de ces désastres.

Etalement de l'habitat, construction anarchique sans respect des plans d'urbanisme.

Pour la sécheresse, la croissance des villes dans les régions désertiques, loin des ressources en eau, mais aussi la mauvaise gestion, le gaspillage sont aussi des causes de manque d'eau.

Comment s'en prémunir, comment atténuer les effets de ces désastres ?

Diminuer le nombre de morts et de blessés, éviter les exodes pour des millions de réfugiés du climat et de la pauvreté.

Par d'immenses politiques de prévention nationales et locales. Les systèmes d'alerte doivent devenir obligations.

La présence de l'activité humaine sur les zones à risque doit être strictement réglementée, les plans de secours généralisés partout et régulièrement mis à jour.

La prévention doit devenir une composante à part entière du développement et de la résilience aux effets des désastres.

C'est un sujet politique, mais aussi sociétal. La prévention et la résilience doivent prendre place dans les programmes scolaires comme on le voit par exemple au Japon ou dans certaines régions d'Indonésie.

Un high level panel for water related disasters a été initié par Monsieur Ban Ki Moon.

Il est aujourd'hui présidé par le Dr Han Seung Soo, ancien premier ministre de Corée.

Sa mission doit être amplifiée et ses moyens renforcés pour continuer à mettre en œuvre une politique internationale de prévention des désastres mais aussi des évaluations et des réparations post désastre.

La compétence de UN-Water pourrait être redéfinie pour mieux coordonner les efforts des Etats dans ce domaine.

Merci.

Loïc Fauchon

CONCLUSION

Chers amis,

La sécurité de l'eau à travers le monde exige d'abord une réponse politique car « Water is politics » et tous les citoyens doivent se joindre à ce débat politique.

La priorité à donner à l'eau est d'abord une décision des Etats pour accroître les ressources en eau et assurer la meilleure répartition la plus équilibrée entre l'eau pour l'homme et l'eau pour la nature.

C'est aussi une prise de conscience universelle que sécuriser l'eau impose de voter les lois et règlements ainsi que les budgets qui traduiront cette priorité dans les actes. C'est la question de droit à l'eau facile à proposer et si difficile à appliquer sur le terrain.

Bien sûr les nations unies et la communauté internationale doivent exiger que chaque Etat inscrive le droit à l'eau dans les constitutions ou dans leurs textes fondateurs mais dans les quartiers pauvres, dans les bidonvilles, dans les campagnes les plus recluses, c'est le sujet des allocations minimales d'eau douce où d'eau potable qui fait difficulté. C'est à ce moment que Water Security et droit à l'eau se rejoignent car nous parlons ici du respect de la dignité de chaque individu, de chaque famille et de chaque groupe humain.

Voilà l'objet est le but de cette action collective rassemblant mettre en commun le partage des connaissances, la mixité des finances et l'honnête gouvernance.

Il faut pour cela l'adhésion de tous gouvernements et Parlements, bassins et municipalités, médias et citoyens. Nous devons parler de l'eau partout, chaque jour et à chaque tribune.

C'est le sens des forums mondiaux de l'eau que nous organisons depuis 1997.

Ils rassemblent les peuples du monde pour crier cette priorité à donner à l'eau. Le prochain sera à Dakar. L'action collective que vous souhaitez, elle tiendra à la contribution de chacun aux réponses concrètes, aux attentes des populations, elles seront apportées.

Tous, sans exception, vous y êtes bienvenu pour contribuer au futur de notre planète.

Merci.